

— substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Mons : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 13 décembre 1994;

— substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tournai : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 13 décembre 1994.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

— substitut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1994;

— substitut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1994.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacante in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

**MINISTÈRE DES FINANCES,
MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL**

Liste des entrepreneurs enregistrés (197e supplément)

Le 197e supplément à la liste est publié en supplément au *Moniteur belge* du 31 mars 1995, sous les folios — 1 — à — 15 —.

**MINISTERIE VAN FINANCIEN,
MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID**

Lijst van de geregistreerde aannemers (197e aanvulling)

De 197e aanvulling van de lijst wordt gepubliceerd in bijvoegsel tot het *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1995, onder pagina's — 1 — tot — 15 —.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[S-C — 182]

28 FEVRIER 1995. — Circulaire relative à la procédure prévue à l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et concernant le droit de séjour des étrangers visés à l'article 10 de la même loi

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

La loi du 6 août 1993 modifiant les articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et y insérant un article 12bis (*Moniteur belge* du 26 octobre 1993) est entrée en vigueur le 1er mars 1994 (voir l'arrêté royal du 1er octobre 1993 — *Moniteur belge* du 26 octobre 1993).

L'arrêté royal d'exécution du 3 mars 1994 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (*Moniteur belge* du 8 mars 1994) a également produit ses effets le 1er mars 1994.

Cette loi et cet arrêté royal prévoient de nouvelles dispositions relatives au droit de séjour des étrangers visés à l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Il convient dès lors de préciser les modalités pratiques de cette nouvelle procédure. Tel est le but de la présente circulaire qui remplace les instructions provisoires du 11 avril 1994 qui portaient sur le même objet et qui vous avaient été communiquées directement par courrier individuel.

I. Remarques préliminaires

La loi du 6 août 1993 a modifié les articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 et y a inséré un article 12bis.

Il faut souligner que la nouvelle procédure ne concerne pas seulement les dispositions relatives au regroupement familial (article 10, alinéa 1er, 4^e, de la loi du 15 décembre 1980) mais s'applique également à tous les autres cas prévus à l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Ensuite, la procédure est désormais scindée en deux phases :

— une phase d'examen de la recevabilité de la demande de séjour, effectuée par l'administration communale, sous le contrôle de l'Office des étrangers;

— une phase d'examen du bien-fondé de la demande de séjour, auquel doit procéder l'Office des étrangers.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[S-C — 182]

28 FEBRUARI 1995. — Omzendbrief betreffende de procedure bepaald bij artikel 12bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en betreffende het recht op verblijf van de vreemdelingen bedoeld in artikel 10 van dezelfde wet

Aan de Heren en Mevrouwen Burgemeesters,

De wet van 6 augustus 1993 houdende wijziging van de artikelen 10, 11, 12 en 14 van en invoeging van een artikel 12bis in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (*Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1993) is op 1 maart 1994 in werking getreden (zie het koninklijk besluit van 1 oktober 1993 — *Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1993).

Het koninklijk uitvoeringsbesluit van 3 maart 1994 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (*Belgisch Staatsblad* van 8 maart 1994) heeft eveneens uitwerking met ingang van 1 maart 1994.

Deze wet en dit koninklijk besluit voeren nieuwe bepalingen in met betrekking tot het recht op verblijf van de vreemdelingen die bij artikel 10 van de wet van 15 december 1980 bedoeld zijn.

Het is bijgevolg nodig de praktische modaliteiten van deze nieuwe procedure toe te lichten. Dit is dan ook het doel van deze omzendbrief die de voorlopige instructies van 11 april 1994, die op hetzelfde onderwerp betrekking hadden en die individueel werden medegeleed, vervangt.

I. Voorafgaandelijke bemerkingen

De wet van 6 augustus 1993 heeft de artikelen 10, 11, 12 en 14 van de wet van 15 december 1980 gewijzigd en heeft een artikel 12bis ingevoegd.

Men dient te onderstrepen dat de nieuwe procedure niet enkel betrekking heeft op de bepalingen inzake de gezinshereniging (artikel 10, lid 1, 4^e, van de wet van 15 december 1980) maar eveneens van toepassing is op al de andere gevallen genoemd in artikel 10 van de wet van 15 december 1980.

Voortaan is de procedure bovendien in twee fasen opgesplitst :

— een fase waarin, onder controle van de Dienst Vreemdelingen-zaken, door het gemeentebestuur, de ontvankelijkheid van de aanvraag tot verblijf onderzocht wordt;

— een fase waarin, door de Dienst Vreemdelingen-zaken, de grondheid van de aanvraag tot verblijf dient onderzocht te worden.

II. Introduction de la demande de séjour

Lorsque l'étranger se prévaut du droit au séjour visé à l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, il doit introduire sa demande auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence principale.

Dans tous les cas, cette dernière lui remet la nouvelle annexe 15bis prévue par l'arrêté royal du 3 mars 1994. Ce document atteste en effet que l'intéressé a introduit une demande de séjour en application de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 et a requis son inscription au registre des étrangers.

L'administration communale doit y indiquer le numéro de dossier de l'Office des étrangers (numéro S.P.) pour autant qu'il ait déjà été attribué. En cas de regroupement familial, les nom, prénom et date de naissance de l'étranger rejoignent doivent également y figurer.

Une copie de l'annexe 15bis, du passeport ou du titre de voyage en tenant lieu et, le cas échéant, du visa doit être immédiatement transmise à l'Office des étrangers.

III. Examen de la recevabilité de la demande de séjour

En principe, l'examen de la recevabilité de la demande de séjour est effectué par l'administration communale au moment de l'introduction de la demande.

A l'appui de sa demande, l'étranger doit produire les documents prévus à l'article 12bis, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 : les documents requis pour son entrée, d'une part, ainsi que ceux qui prouvent qu'il remplit les conditions visées à l'article 10 de la même loi, d'autre part.

A. Documents d'entrée requis

Les documents d'entrée sont ceux prévus à l'article 2 de la loi : en principe, un passeport valable, revêtu d'un visa valable pour la Belgique, apposé par un représentant diplomatique ou consulaire belge, néerlandais ou luxembourgeois, sauf si l'étranger n'est pas soumis à l'obligation du visa.

Si l'étranger ne produit pas les documents d'entrée, sa demande de séjour doit être déclarée irrecevable (voir infra, point III, D).

B. Documents prouvant que l'étranger remplit les conditions visées à l'article 10 de la loi

Les documents prouvant que l'étranger remplit les conditions visées à l'article 10 de la loi diffèrent selon les cas prévus par cette disposition.

1. Etranger dont le droit de séjour est reconnu par un traité international, par la loi ou par un arrêté royal.

A cet égard, une circulaire sera transmise ultérieurement aux administrations communales, notamment pour les étrangers dont le droit de séjour est reconnu par des accords bilatéraux relatifs à l'emploi en Belgique de travailleurs étrangers.

2. Etranger qui remplit les conditions légales autres que celles relatives à la résidence, pour acquérir la nationalité belge par option, en application de l'article 13 du Code de la Nationalité belge.

Si l'étranger est né en Belgique, il doit produire un acte de naissance.

S'il est né à l'étranger, il doit en outre fournir un document établissant que l'un de ses auteurs ou adoptants possède la nationalité belge au moment de la demande de séjour ou était ou avait été Belge au moment de la naissance.

3. Etranger qui remplit les conditions légales autres que celles relatives à la résidence, pour recouvrer la nationalité belge, en application de l'article 24 du Code de la Nationalité belge.

L'intéressé doit fournir un acte de naissance et apporter la preuve qu'il a été Belge.

4. Femme belge de naissance qui, par son mariage ou à la suite de l'acquisition par son mari d'une nationalité étrangère, a perdu la nationalité belge.

L'intéressée doit présenter un acte de naissance, un acte de mariage et, le cas échéant, l'acte d'acquisition d'une nationalité étrangère par son conjoint.

II. Indienien van de aanvraag tot verblijf

Wanneer de vreemdeling zich op het recht op verblijf, zoals bedoeld in artikel 10 van de wet van 15 december 1980, beroeft, dient hij zijn aanvraag bij het gemeentebestuur van zijn hoofdverblijfplaats in te dienen.

Deze laatste overhandigt hem in alle gevallen de nieuwe bijlage 15bis, bepaald bij het koninklijk besluit van 3 maart 1994. Dit document bevestigt inderdaad dat de betrokkenen, in toepassing van artikel 10 van de wet van 15 december 1980, een aanvraag tot verblijf heeft ingediend en om zijn inschrijving in het vreemdelingenregister verzocht heeft.

Het gemeentebestuur dient hierop het dossiernummer van de Dienst Vreemdelingenzaken aan te brengen (O.V.-nummer) voor zover dit reeds werd toegekend. Bij gezinshereniging dient de naam, voornaam en geboortedatum van de vreemdeling bij wie men zich komt voegen, er eveneens op voor te komen.

Een kopie van de bijlage 15bis, van het paspoort of van de gelijkgestelde reistitel en in voorkomend geval, van het visum, dient onmiddellijk aan de Dienst Vreemdelingenzaken overgemaakt te worden.

III. Onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvraag tot verblijf

In principe wordt het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvraag tot verblijf door het gemeentebestuur uitgevoerd op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend.

Ter ondersteuning van zijn aanvraag dient de vreemdeling de documenten die in artikel 12bis, lid 1, van de wet van 15 december 1980 bepaald zijn, over te leggen : enerzijds de documenten die voor zijn binnengang vereist zijn en anderzijds eveneens deze die het bewijs leveren dat hij aan de voorwaarden die in artikel 10 van dezelfde wet bepaald zijn, voldoet.

A. Vereiste binnenkomstdocumenten

De binnenkomstdocumenten zijn deze die in artikel 2 van de wet bepaald zijn : in principe een geldig paspoort, voorzien van een geldig visum voor België, aangebracht door een Belgische, Nederlandse of Luxemburgse diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger, behalve wanneer de vreemdeling niet aan de visumplicht onderworpen is.

Wanneer de vreemdeling de binnenkomstdocumenten niet overlegt, dient zijn aanvraag tot verblijf onontvankelijk verklaard te worden (zie hierna, punt III, D).

B. Documenten die het bewijs leveren dat de vreemdeling aan de voorwaarden, bepaald bij artikel 10, voldoet

De documenten die het bewijs leveren dat de vreemdeling aan de voorwaarden, bepaald bij artikel 10 van de wet, voldoet, zijn verschillend naar gelang van de gevallen die bij deze beschikking bepaald zijn.

1. De vreemdeling wiens recht op verblijf door een internationaal verdrag, door de wet of door een koninklijk besluit erkend is.

In dit verband zal, ondermeer voor wat de vreemdelingen betreft, wier recht op verblijf door bilaterale akkoorden betreffende de tewerkstelling in België van vreemde arbeiders erkend wordt, op latere datum een omzendbrief aan de gemeentebesturen overgemaakt worden.

2. De vreemdeling die voldoet aan de wettelijke voorwaarden, andere dan deze betreffende het verblijf, om in toepassing van artikel 13 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, de Belgische nationaliteit door optie te verwerven.

Wanneer de vreemdeling in België geboren is, dient hij een geboorteakte over te leggen.

Wanneer hij in het buitenland geboren is, dient hij bovendien een document over te leggen dat aantoon dat één van zijn ouders of adoptanten, op het ogenblik dat de aanvraag tot verblijf wordt ingediend, de Belgische nationaliteit bezit, of op het ogenblik van de geboorte, Belg was of geweest was.

3. De vreemdeling die voldoet aan de wettelijke voorwaarden, andere dan deze betreffende het verblijf, om in toepassing van artikel 24 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, de Belgische nationaliteit te herkrijgen.

De vreemdeling dient een geboorteakte over te leggen en het bewijs aan te brengen dat hij Belg geweest is.

4. De vrouw, Belgische door geboorte, die de Belgische nationaliteit verloren heeft door haar huwelijk of ingevolge het verwerven van een vreemde nationaliteit door haar echtgenoot.

De betrokkenen dient een geboorteakte, een huwelijksakte en, in voorkomend geval, de akte waaruit blijkt dat haar echtgenoot een vreemde nationaliteit verworven heeft, over te leggen.

5. Conjoint étranger d'un étranger admis ou autorisé à séjourner en Belgique ou autorisé à s'y établir.

L'article 10, alinéa 1er, 4^e, exige désormais que les intéressés soient tous deux âgés de plus de dix-huit ans.

Afin de permettre la vérification de cette condition d'âge, le conjoint qui se prévaut du droit de séjour doit produire un acte de naissance. Par contre, l'âge du conjoint qui réside déjà en Belgique peut être établi par la consultation des registres de la population.

Un acte de mariage doit toujours être produit.

6. Enfant étranger d'un étranger admis ou autorisé à séjourner en Belgique ou autorisé à s'y établir.

Un acte de naissance est exigé et, le cas échéant, tout acte établissant la filiation.

C. Remarques concernant les documents à produire

1. Pour examiner la recevabilité de la demande de séjour, l'administration communale ne peut demander aucun document autre que ceux énumérés ci-dessus (voir point III, A et B).

L'étranger ne doit donc jamais produire de certificat médical et, lorsqu'il se prévaut du droit au regroupement familial, ni lui-même ni l'étranger rejoint ne doivent apporter la preuve qu'ils disposent de moyens d'existence (voir loi du 15 décembre 1980, Doc. parl., Chambre, 1974-1975, n° 653/1, p. 18).

2. Lorsque l'étranger, soumis à l'obligation du visa, présente un passeport national revêtu des mentions « visa regroupement familial » ou « visa délivré en application de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 », l'administration communale ne doit plus examiner la recevabilité de la demande de séjour puisque tous les documents requis ont déjà été produits et vérifiés par le poste diplomatique ou consulaire belge ou par l'Office des étrangers.

Si le passeport est revêtu du visa mais ne porte pas les mentions précitées, l'administration communale doit toujours contacter l'Office des étrangers (Bureau AF ou AN), cette omission n'excluant pas que le visa ait été délivré en application de l'article 10.

Lorsque l'étranger est dispensé de l'obligation de visa ou lorsqu'il ne présente pas un visa délivré en vertu dudit article 10, l'administration communale doit procéder à l'examen de la recevabilité de la demande.

En outre, en cas de regroupement familial entre conjoints, si l'officier de l'état civil a un doute quant à la reconnaissance en Belgique d'un mariage célébré à l'étranger, il doit en aviser l'Office des étrangers. Ce dernier examinera la question en concertation avec l'administration communale dans le cadre de l'examen du bien-fondé de la demande de séjour.

3. Parmi les documents qui prouvent que l'étranger remplit les conditions visées à l'article 10, il faut distinguer selon qu'ils émanent d'une autorité belge ou d'une autorité étrangère.

Dans le premier cas, un extrait d'acte suffit alors que, pour les actes étrangers, une copie certifiée conforme à l'original est exigée, sauf lorsqu'un extrait d'acte peut être produit en application de conventions internationales, notamment la Convention relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger, signée à Paris le 27 septembre 1956, et la Convention relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil, signée à Vienne le 8 septembre 1976.

4. Les actes étrangers doivent en outre être légalisés conformément à la circulaire du Ministre de la Justice du 17 février 1993 relative à la légalisation des actes de l'état civil intervenus à l'étranger (*Moniteur belge* du 27 mars 1993), sauf lorsque ces actes entrent dans le champ d'application de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, laquelle a prévu le recours à la procédure simplifiée de l'apostille.

5. Enfin, les actes étrangers établis dans une langue autre que l'allemand, l'anglais, le français ou le néerlandais, doivent faire l'objet d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur juré.

5. De vreemdeling die de echtgenoot is van een tot een verblijf in België toegelaten of gemachtigde vreemdeling of van een tot vestiging aldaar gemachtigde vreemdeling.

Artikel 10, lid 1, 4^e, vereist voortaan dat de betrokkenen, beiden, ouder dan achttien jaar zijn.

Teneinde de verificatie van deze leeftijdsvereiste mogelijk te maken, dient de echtgenoot die zich op het recht op verblijf beroept, een geboorteakte over te leggen. De leeftijd van de echtgenoot die reeds in België verblijft, kan daarentegen vastgesteld worden door nazicht van de bevolkingsregisters.

Een huwelijksakte dient steeds overgelegd te worden.

6. De vreemdeling die het kind is van een tot een verblijf in België toegelaten of gemachtigde vreemdeling of van een tot vestiging aldaar gemachtigde vreemdeling.

Een geboorteakte en, in voorkomend geval, elke akte die de afstamming bevestigt, worden vereist.

C. Opmerkingen met betrekking tot de over te leggen documenten

1. Om de ontvankelijkheid van een aanvraag tot verblijf te onderzoeken, mag het gemeentebestuur geen andere documenten dan deze die hierboven opgesomd werden, vragen (zie punt III, A en B).

De vreemdeling dient dus nooit een medisch attest over te leggen en wanneer hij zich op het recht op gezinshereniging beroept, dienen noch hijzelf noch de vreemdeling die hij komt vervoegen het bewijs te leveren dat zij over voldoende bestaansmiddelen beschikken (zie de wet van 15 december 1980, Parl. Hand., Kamer, 1974-1975, nr. 653/1, blz 18).

2. Wanneer een vreemdeling, die aan de visumplicht onderworpen is, een nationaal paspoort, voorzien van de vermeldingen « visum gezinshereniging » of « visum afgegeven met toepassing van artikel 10 van de wet van 15 december 1980 », overlegt, dient het gemeentebestuur de ontvankelijkheid van de aanvraag tot verblijf niet meer te onderzoeken aangezien al de vereiste documenten reeds worden overgelegd en door de Belgische diplomatische of consulaire post of door de Dienst Vreemdelingenzaken worden geverifieerd.

Wanneer het paspoort voorzien is van een visum maar de hierboven genoemde vermeldingen niet bevatten, dient het gemeentebestuur steeds kontakt op te nemen met de Dienst Vreemdelingenzaken (Bureel AN of AF), aangezien deze weglatting niet uitsluit dat het visum niet toepassing van artikel 10, van de wet, werd afgegeven.

Wanneer de vreemdeling van de visumplicht vrijgesteld is of wanneer hij geen visum overlegt dat afgegeven is met toepassing van dit artikel 10, dient het gemeentebestuur tot het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvraag over te gaan.

Bovendien, wanneer de ambtenaar van de burgerlijke stand, bij gezinshereniging tussen echtgenoten, enige twijfel heeft aangaande de erkenning in België van een huwelijk dat in het buitenland werd aangegaan, dient hij de Dienst Vreemdelingenzaken hierover in te lichten. Deze laatste zal de vraag in samenspraak met het gemeentebestuur onderzoeken, in het kader van het onderzoek ten gronde van de verblijfsaanvraag.

3. Onder de documenten die aantonen dat de vreemdeling voldoet, aan de voorwaarden, bepaald bij artikel 10, dient men een onderscheid te maken al naar gelang deze van een Belgische of van een vreemde overheid afkomstig zijn.

In het eerste geval volstaat een uittreksel uit de akte, terwijl voor de buitenlandse akten, een kopie die conform aan het origineel verklaard is, vereist wordt, behalve in de gevallen waar met toepassing van internationale akkoorden, inzonderheid de Overeenkomst betreffende de aflevering van sommige uittreksels van akten van de burgerlijke stand bestemd voor het buitenland, ondertekend te Parijs op 27 september 1956 en de Overeenkomst inzake de afgifte van meertalige uittreksels van akten van de burgerlijke stand, ondertekend te Wenen op 8 september 1976, een uittreksel uit een akte mag overlegd worden.

4. De buitenlandse akten dienen bovendien, overeenkomstig de circulaire van de Minister van Justitie van 17 februari 1993 betreffende de legalisatie van akten van de burgerlijke stand die in het buitenland verleend werden (*Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1993), gelegaliseerd te worden, behalve wanneer deze akten onder het toepassingsgebied vallen van het Verdrag van 's Gravenhage van 5 oktober 1961 tot afschaffing van de vereiste van legalisatie van buitenlandse openbare akten, en invoering van het gebruik van de vereenvoudigde procedure van het apostille.

5. Tenslotte dienen de buitenlandse akten die in een andere taal dan het Duits, het Engels, het Frans of het Nederlands werden opgesteld het voorwerp uit te maken van een vertaling die door een beedigd vertaler conform aan het origineel verklaard werd.

D. Décision d'irrecevabilité de la demande de séjour

1. Si l'étranger ne produit pas les documents visés à l'article 12bis de la loi, l'administration communale lui notifie une décision d'irrecevabilité de sa demande par la remise d'un document conforme à l'annexe 15ter de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Une copie de l'annexe 15ter est immédiatement transmise à l'Office des étrangers. Le numéro de dossier de l'Office des étrangers (numéro S.P.) doit y être indiqué pour autant qu'il ait déjà été attribué à l'étranger.

2. Lorsque l'administration communale complète l'annexe 15ter, elle indique le motif de la décision prise en cochant la case adéquate.

En outre, les motifs de fait doivent être précisés.

a) Si l'étranger ne produit pas les documents requis pour son entrée, il faut indiquer le document faisant défaut (défaut de passeport, défaut de passeport valable, passeport périssé, défaut de visa, défaut de visa valable, visa périssé).

b) Si l'étranger ne produit pas les documents qui prouvent qu'il remplit les conditions visées à l'article 10, il faut préciser quelles sont ces documents.

3. En cas d'irrecevabilité de la demande, l'étranger qui désire demeurer en Belgique pour un court séjour doit en principe recevoir une déclaration d'arrivée, à moins qu'il ne se trouve dans un des cas prévus à l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, où il peut faire l'objet d'un ordre de quitter le territoire ou, s'il y a lieu, d'un ordre de reconduire.

L'administration communale doit transmettre immédiatement à l'Office des étrangers une copie de ces documents. Le numéro de dossier de l'Office des étrangers (numéro S.P.) doit être indiqué pour autant qu'il ait déjà été attribué à l'étranger.

4. La décision d'irrecevabilité est susceptible d'un recours en annulation et d'une demande de suspension au Conseil d'Etat, dirigés contre le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

E. Décision de recevabilité de la demande de séjour

Si l'étranger produit les documents visés à l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980, sa demande de séjour est recevable.

Il est alors inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'une attestation d'immatriculation du modèle A. Ce document est valable un an à partir de la date d'introduction de la demande de séjour, qui correspond à celle de la délivrance de l'annexe 15bis.

IV. Examen du bien-fondé de la demande de séjour**A. Rôle de l'Office des étrangers**

L'examen du bien-fondé de la demande de séjour est effectué par l'Office des étrangers.

Selon les hypothèses envisagées par l'article 10, alinéa 1er, de la loi, cet examen porte sur les points suivants:

- la cohabitation des conjoints et celle des enfants avec leur(s) parent(s);
- la vérification du fait que les enfants sont à charge du(des) parent(s);
- la vérification des limites et exclusions instaurées par l'article 10, alinéas 2 et 3, de la loi;
- la vérification du fait que l'étranger peut compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale;
- l'absence manifeste de moyens de subsistance suffisants ou l'impossibilité pour l'étranger de se les procurer par l'exercice légal d'une activité lucrative.

B. Collaboration des administrations communales

Afin de permettre à l'Office des étrangers de procéder à ces vérifications, l'administration communale lui fera parvenir dans les plus brefs délais les documents ou les rapports suivants.

1. Pour la condition relative à la tranquillité publique, à l'ordre public ou à la sécurité nationale, l'étranger doit produire un extrait de casier judiciaire ou un certificat de bonne vie et moeurs.

2. Pour permettre la vérification des moyens d'existence, limitée aux deux hypothèses de l'article 10, alinéa 1er, 2^e et 3^e, de la loi, l'étranger peut produire tout document prouvant le caractère suffisant de ses moyens de subsistance (par exemple, un engagement de

D. Beslissing van onontvankelijkheid van de verblijfsaanvraag

1. Wanneer de vreemdeling de documenten, bedoeld in artikel 12bis van de wet, niet overlegt, betekent het gemeentebestuur hem een beslissing van niet-onontvankelijkheid van zijn verblijfsaanvraag, door de afgifte van een document overeenkomstig de bijlage 15ter bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.

Een kopie van de bijlage 15ter wordt onmiddellijk gezonden aan de Dienst Vreemdelingenzaken. Voor zover dit reeds aan de vreemdeling werd toegekend, dient het dossiernummer van de Dienst Vreemdelingenzaken (O.V.-nummer) er op aangebracht te worden.

2. Wanneer het gemeentebestuur de bijlage 15ter invult, vermeldt zij de reden van de genomen beslissing door het gepaste vakje aan te kruisen.

Bovendien dienen de feitelijke motieven gepreciseerd te worden.

a) Wanneer de vreemdeling de documenten die voor zijn binnenkomst vereist zijn, niet overlegt, dient men het ontbrekende document aan te duiden (geen paspoort, geen geldig paspoort, vervallen paspoort, geen visum, geen geldig visum, vervallen visum).

b) Wanneer de vreemdeling de documenten, die het bewijs leveren dat hij aan de voorwaarden, bepaald bij artikel 10, voldoet, niet overlegt, dient men te preciseren welke deze documenten zijn.

3. Wanneer het een niet-onontvankelijke aanvraag betreft, dient de vreemdeling, die voor een kort verblijf in België wenst te verblijven, in principe, een aankomstverklaring te ontvangen tenzij hij zich in één van de gevallen, bepaald bij artikel 7 van de wet van 15 december 1980, bevindt en in hij het voorwerp van een bevel om het grondgebied te verlaten of, in voorkomend geval, van een bevel tot terugbrenging, kan uitmaken.

Het gemeentebestuur dient onmiddellijk een kopie van deze documenten aan de Dienst Vreemdelingenzaken toe te zenden. Voor zover dit reeds aan de vreemdeling werd toegekend dient het dossiernummer van de Dienst Vreemdelingenzaken (O.V.-nummer) er op aangebracht te worden.

4. De niet-onontvankelijksbeslissing is vatbaar voor een annulatie beroep en een verzoek tot opschorting bij de Raad van State, ingesteld tegen de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft.

E. Beslissing van ontvankelijkheid van de verblijfsaanvraag

Wanneer de vreemdeling de documenten, bedoeld bij artikel 12bis van de wet van 15 december 1980, overlegt, dan is zijn aanvraag tot verblijf ontvankelijk.

Hij wordt bijgevolg in het vreemdelingenregister ingeschreven en in het bezit gesteld van een attest van immatriculatiemodel A. Dit document is één jaar geldig vanaf de datum van het indienen van de aanvraag tot verblijf, datum die met deze waarop de bijlage 15bis werd aangegeven, overeenstemt.

IV. Onderzoek naar de gegrondheid van de aanvraag tot verblijf**A. Rol van de Dienst Vreemdelingenzaken**

Het onderzoek naar de gegrondheid van de aanvraag tot verblijf wordt door de Dienst Vreemdelingenzaken uitgevoerd.

Naar gelang van de hypothesen die bij artikel 10, lid 1, van de wet worden voorgesteld, heeft dit onderzoek betrekking op de volgende punten:

- de samenwoonst van de echtgenoten en van de kinderen met hun ouder(s);
- nazicht van het feit dat de kinderen ten laste van de ouder(s) zijn;
- onderzoek naar het naleven van de beperkingen en uitsluitingen die bij artikel 10, ledens 2 en 3, van de wet, werden ingevoerd;
- nazicht van het feit of de vreemdeling de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid kan schaden;
- het kennelijk ontbreken van voldoende bestaansmiddelen of de onmogelijkheid voor de vreemdeling om deze te bekomen door het wettig uitoeften van een winstgevende bedrijvigheid.

B. Medewerking van de gemeentebesturen

Teneinde de Dienst Vreemdelingenzaken toe te laten om deze verificaties uit te voeren, zal het gemeentebestuur haar zo vlug mogelijk de volgende documenten en verslagen overmaken.

1. Met betrekking tot de voorwaarde inzake de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid, dient de vreemdeling een uittreksel uit zijn strafregister of een attest van goed zedelijk gedrag over te leggen.

2. Teneinde een controle op de bestaansmiddelen uit te voeren, die beperkt wordt tot de twee hypothesen die bij artikel 10, lid 1^e, 2^e en 3^e, van de wet, bepaald zijn, mag de vreemdeling elk document overleggen dat het bewijs levert dat deze bestaansmiddelen

prise en charge) ou la possibilité de se les procurer par l'exercice légal d'une activité lucrative (permis de travail ou carte professionnelle par exemple).

En outre, l'administration communale peut transmettre à l'Office des étrangers un rapport sur la réalité de ces moyens de subsistance, accompagné de son avis à ce sujet.

3. En ce qui concerne la condition relative à la cohabitation des époux, l'administration communale est invitée à effectuer l'enquête selon la procédure suivante.

Sauf s'il existe des éléments mettant en doute la réalité de la cohabitation, l'administration communale ne doit pas procéder immédiatement à l'enquête de cohabitation.

Cette enquête ne doit être entamée qu'au début du 8ème mois de la demande de séjour.

Dans tous les cas, les résultats de l'enquête doivent être communiqués à l'Office des étrangers au plus tard avant la fin du 9ème mois.

S'il n'y a pas de cohabitation, l'Office des étrangers prend une décision de refus de séjour (voir infra, point C).

S'il y a cohabitation, l'administration communale doit délivrer le certificat d'inscription au registre des étrangers (CIRE) au cours du 11ème mois, sauf si de nouveaux éléments remettent en cause l'existence de la cohabitation. Dans ce cas, l'administration communale ne peut pas délivrer le CIRE et doit immédiatement prendre contact par téléphone ou par télécopieur avec l'Office des étrangers (Bureau AF ou AN) qui lui donnera les instructions à suivre.

Il y a lieu de remarquer que, si un des conjoints change de commune, l'administration communale de la nouvelle adresse doit entamer ou continuer la procédure après avoir pris contact avec la commune de départ.

4. En ce qui concerne la cohabitation des enfants avec le ou les parents, les documents suivants doivent être transmis à l'Office des étrangers.

Si le parent rejoint n'exerce pas l'autorité parentale, il doit produire un document émanant de son conjoint ou de toute autorité habilitée à cet effet et autorisant l'enfant à le rejoindre.

En cas de dissolution du mariage, le parent rejoint doit fournir un document lui confiant la garde de l'enfant et établi par l'autorité compétente.

C. Délais

1. L'Office des étrangers dispose d'un délai maximum d'un an à partir de la date d'introduction de la demande de séjour pour statuer sur son bien-fondé.

Si, dans ce délai d'un an, une décision favorable est prise ou si aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est admis au séjour pour une durée illimitée et il est mis en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers.

Si l'Office des étrangers décide que l'étranger n'a pas le droit de séjour, il lui donne l'ordre de quitter le territoire ou, s'il y a lieu, délivre un ordre de reconduire. L'administration communale notifie ces deux décisions par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.

2. Avant l'expiration du délai d'un an, l'Office des étrangers peut, par une décision motivée, prolonger ledit délai d'une seule période de trois mois. L'administration communale en est avertie par écrit.

L'étranger doit être convoqué. L'administration communale lui remet une copie de la décision et proroge l'attestation d'immatriculation de trois mois à partir de la date de son échéance.

Si, dans ce nouveau délai de trois mois, l'Office des étrangers prend une décision favorable ou si aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est admis au séjour pour une durée illimitée et il est mis en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers.

voldoende zijn (bijvoorbeeld een verbintenis tot ten laste neming) of dat hij ze kan verwerven door het wettig uitoefenen van een winstgevende bedrijvigheid (bijvoorbeeld arbeidskaart of beroepskaart).

Bovendien kan het gemeentebestuur aan de Dienst Vreemdelingen zaken een verslag over het effectief bestaan van deze bestaansmiddelen, vergezeld van haar advies terzake, overmaken.

3. Voor wat de voorwaarde met betrekking tot de samenwoonst van de echtgenoten betreft, wordt het gemeentebestuur verzocht volgens de volgende procedure een onderzoek in te stellen.

Behalvewanneeraanwijzingenzijn die twijfel doen ontstaan nopens de werkelijke samenwoonst, dient het gemeentebestuur niet onmiddellijk tot het onderzoek van deze samenwoonst over te gaan.

Dit onderzoek dient slechts te gebeuren aan het begin van de 8e maand die op de aanvraag tot verblijf volgt.

De resultaten van dit onderzoek dienen in elk geval, ten laatste voor het einde van de 9e maand, aan de Dienst Vreemdelingen zaken medegedeeld te worden.

Wanneer er geen samenwoonst is, neemt de Dienst Vreemdelingen zaken een beslissing tot weigering van het verblijf (zie infra, punt C).

Wanneer er samenwoonst is, dient het gemeentebestuur het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister (BIVR), in de loop van de 11e maand af, te geven, behalve wanneer nieuwe elementen het bestaan van de samenwoonst in twijfel trekken. In dit geval mag het gemeentebestuur het BIVR niet afgeven en dient het onmiddellijk, per telefoon of per fax, kontakt op te nemen met de Dienst Vreemdelingen zaken (bureau AN of AF), die de te volgen instructies zal overmaken.

De aandacht dient gevestigd te worden op het feit dat, als één van de echtgenoten naar een andere gemeente gaat, het gemeentebestuur van de gemeente waar hij (zij) een nieuw adres heeft, de procedure moet aanvangen of verder zetten na kontakt te hebben genomen met de gemeente van vertrek.

4. Voor wat de samenwoonst van de kinderen met de ouder(s) betreft, dienen de volgende documenten overgemaakt te worden aan de Dienst Vreemdelingen zaken.

Wanneer de ouder bij wie het kind zich voegt, de ouderlijke macht niet uitoeft, dient hij een document, uitgaande van zijn echtgenoot of van elke daartoe gemachttige overheid en waaruit blijkt dat aan het kind de toestemming wordt gegeven hem te vervangen, over te leggen.

In het geval van ontbinding van een huwelijk, dient de ouder bij wie het kind zich voegt, een document over te leggen dat hem de hoede over het kind toekent en dat door de bevoegde overheid werd opgesteld.

C. Termijnen

1. Om over de gegrondeheid van de aanvraag uitspraak te doen, beschikt de Dienst Vreemdelingen zaken over een termijn van maximum één jaar, te rekenen vanaf de datum van het indienen van de aanvraag tot verblijf.

Wanneer binnen deze termijn van één jaar een gunstige beslissing wordt genomen of warneer een enkele beslissing ter kennis van het gemeentebestuur wordt gebracht, wordt de vreemdeling toegelaten tot een verblijf van onbeperkte duur en wordt hij in het bezit gesteld van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister.

Wanneer de Dienst Vreemdelingen zaken beslist dat de vreemdeling geen recht op verblijf heeft, geeft hij hem het bevel om het grondgebied te verlaten of, in voorkomed geval, een bevel tot terugbrenging. Het gemeentebestuur betekent deze beide beslissingen door de afgifte van het document overeenkomstig het model van de bijlage 14.

2. Voor het verstrijken van de termijn van één jaar, kan de Dienst Vreemdelingen zaken, bij een met redenen omklede beslissing, deze termijn van één jaar eenmalig verlengen met een periode van drie maanden. Het gemeentebestuur wordt hiervan schriftelijk in kennis gesteld.

De vreemdeling dient opgeroepen te worden. Het gemeentebestuur overhandigt hem een kopie van de beslissing en verlengt het attest van immatriculatie met drie maanden te rekenen vanaf zijn vervaldatum.

Wanneer binnen deze nieuwe termijn van drie maanden de Dienst Vreemdelingen zaken een positieve beslissing neemt of er geen enkele beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht wordt, wordt de vreemdeling toegelaten tot een verblijf van onbeperkte duur en wordt hij in het bezit gesteld van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister.

Si l'Office des étrangers décide que l'étranger n'a pas le droit de séjour, il lui donne l'ordre de quitter le territoire ou, s'il y a lieu, délivre un ordre de reconduire. L'administration communale lui notifie ces deux décisions par la remise du document conforme au modèle figurant à l'annexe 14.

V. Remarque particulière

Quel que soit le stade de la procédure (examen de la recevabilité ou du bien-fondé de la demande de séjour ou droit de séjour déjà reconnu), l'administration communale doit transmettre à l'Office des étrangers toute information dont elle dispose et qui concerne une éventuelle procédure en annulation du mariage (demande en annulation introduite par le Ministère public, jugement ou arrêt d'un conjoint étranger qui demande ou a déjà obtenu le droit de séjour en vertu du regroupement familial).

VI. Dispositions transitaires

A. La procédure prévue par la loi du 15 décembre 1980, avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993, reste applicable aux demandes d'inscription au registre des étrangers introduites avant le 1er mars 1994.

B. La nouvelle procédure prévue par la loi du 6 août 1993 est applicable aux demandes d'inscription au registre des étrangers, introduites à partir du 1er mars 1994.

C. Un problème peut toutefois se poser lorsque la demande de visa « regroupement familial » a été introduite à l'Office des étrangers avant le 1er mars 1994 mais que l'étranger n'a sollicité son inscription au registre des étrangers qu'à partir de cette date.

Dans ce cas, l'Office des étrangers aura légalement examiné la demande de visa sans tenir compte de la nouvelle condition d'âge prévue à l'article 10, alinéa 1er, 4^e, de la loi.

Par conséquent, dans cette hypothèse, si un conjoint étranger, titulaire d'un visa « regroupement familial » se prévaut du droit de séjour alors que l'un des époux a moins de dix-huit ans, il est recommandé à l'administration communale de contacter l'Office des étrangers (Bureau AF ou AN) qui, après vérification de la date d'introduction de la demande du visa, l'invitera à déclarer la demande de séjour recevable.

Tout renseignement relatif à l'objet de la présente circulaire peut être obtenu auprès de l'Office des étrangers (tél. : 02/205 54 11) :

- bureau AF ou AN (pour les cas individuels);
- bureau d'études (pour toute question d'ordre juridique).

Bruxelles, le 28 février 1995.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. Vande Lanotte.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur employé au tribunal du travail de Bruges, en remplacement de M. Vanacker, Alexander

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

Juridictions du travail. — Erratum

Le Moniteur belge n° 60 du vendredi 24 mars 1995, p. 6782, la publication de la place vacante d'employé (homme ou femme) au greffe du tribunal du travail de Termonde doit être considérée comme nulle et non avenue.

Wanneer de Dienst Vreemdelingenzaken beslist dat de vreemdeling geen recht op verblijf heeft, geeft zij hem het bevel het grondgebied te verlaten of, in voorkomend geval, een bevel tot terugbrenging. Het gemeentebestuur betekent hem deze beide beslissingen door de afgifte van een document overeenkomstig het model van de bijlage 14.

V. Bijzondere opmerking

Welke ook het stadium van de procedure weze (onderzoek naar de ontvankelijkheid of de gegrondheid van de aanvraag tot verblijf of een reeds toegekend verblijfsrecht), het gemeentebestuur dient elke informatie waarover het beschikt en die betrekking heeft op een eventuele procedure tot nietigverklaring van het huwelijk van een vreemde echtgenoot die het recht op verblijf overeenkomstig de bepalingen inzake de gezinshereniging, gevraagd of reeds bekomen heeft (verzoek tot nietigverklaring ingediend door het Openbaar Ministerie, rechterlijke uitspraak of arrest), aan de Dienst Vreemdelingenzaken overmaken.

VI. Overgangsbepalingen

A. De procedure zoals bepaald bij de wet van 15 decembre 1980 voor het in werking treden van de wet van 6 augustus 1993, blijft van toepassing op de aanvragen tot inschrijving in het vreemdelingenregister die voor 1 maart 1994 werden ingediend.

B. De nieuwe procedure zoals bepaald bij de wet van 6 augustus 1993, is toepasselijk op de aanvragen tot inschrijving in het vreemdelingenregister die vanaf 1 maart 1994 werden ingediend.

C. Er kan zich echter een probleem voordoen wanneer de aanvraag tot het bekomen van een visum « gezinshereniging » voor 1 maart 1994 bij de Dienst Vreemdelingenzaken werd ingediend maar die vreemdeling zijn inschrijving in het vreemdelingenregister slechts vanaf deze datum heeft aangevraagd.

In dit geval zal de Dienst Vreemdelingenzaken de visumaanvraag wettig onderzocht hebben zonder rekening te houden met de nieuwe voorwaarde inzake de leeftijd, zoals bepaald in artikel 10, lid 1, 4^e, van de wet.

Bijgevolg, wanneer een vreemde echtgenoot, die houder is van een visum « gezinshereniging » zich, in deze hypothese, op het recht op verblijf beroeft, terwijl één van de echtgenoten jonger dan achtien jaar is, wordt het gemeentebestuur aanbevolen kontakt op te nemen met de Dienst Vreemdelingenzaken (Bureau AF of AN) die haar, na nazicht van de datum waarop de visumaanvraag werd ingediend, zal verzoeken de aanvraag ontvankelijk te verklaren.

Elike inlichting met betrekking tot het onderwerp van deze omzendbrief kan bij de Dienst Vreemdelingenzaken bekomen worden (tel. : 02/205 54 11) :

- bureel AN of AF (voor de individuele gevallen);
- studiebureau (voor elke vraag van juridische aard).

Brussel, 28 februari 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. Vande Lanotte.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij de arbeidsrechtbank te Brugge, ter vervanging van de heer Vanacker, Alexander

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

Arbeidsgerichten. — Erratum

In het Belgisch Staatsblad nr. 60 van vrijdag 24 maart 1995, bl. 6782, moet de publicatie van de vacante betrekking van beambte (man of vrouw) bij de griffie van de arbeidsrechtbank te Dendermonde als niet-bestante worden beschouwd.